

## Meeting Internationaliste de Rome - 6 avril 2013

### Intervention de Maurice Cukierman, responsable international de l'URCF

Chers Camarades, chers Amis,

Au nom de l'URCF permettez-moi de remercier la direction du Parti communiste d'Italie de nous donner l'occasion de participer à ce meeting internationaliste extrêmement important, tout comme l'a été celui de Madrid organisé par les camarades du PCPE en décembre. Important, parce que dans les conditions d'aujourd'hui, la tenue d'initiatives de ce type a une valeur de principe. Vingt ans après le déferlement contre-révolutionnaire qui a rétabli le capitalisme impérialiste en Russie et dans les pays socialistes européens, et révélé le degré de pourrissement politico-idéologique qui affectait le mouvement communiste international, nous réaffirmons avec ce meeting, en effet, :

- Que l'Histoire continue. Le capitalisme est toujours le mode de production qui repose sur l'exploitation des travailleurs par le Capital. Il est à son stade ultime de développement, l'impérialisme, où règnent les monopoles et l'oligarchie financière, dont la soif inextinguible de profits conduit à élargir le champ de l'exploitation, de l'oppression, et peut à tout moment déboucher sur la guerre. La lutte des classes qui en découle se déroule dans un contexte de crise chronique du système, crise dont les racines ne sont pas des épiphénomènes, mais bel et bien le système capitaliste lui-même : la suraccumulation du capital qui ne trouve plus un taux de profit satisfaisant, aggravant la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé des moyens de production et d'échange. Par conséquent, la lutte des classes ne peut que déboucher sur la remise en cause du capitalisme, son renversement et son remplacement par une société socialiste, transition vers le communisme. Et notre rôle à nous les communistes, c'est d'aider la classe ouvrière, les masses populaires à comprendre cela, à lutter pour cela.
- Que le capitalisme est un système mondial, en même temps qu'il est organisé localement dans ce qu'il est convenu d'appeler des « États Nations », aujourd'hui comme hier, et que par conséquent la lutte révolutionnaire est menée contre l'État capitaliste dans chaque nation, dans le même temps que cette lutte est mondiale. Par conséquent, le mot d'ordre lancé par Marx et Engels il y a 165 ans, « *Proletaires de tous les pays, Unissez-vous !* », est plus que jamais à l'ordre du jour.
- Pour entraîner les masses, pour permettre que la classe ouvrière joue son rôle historique pour permettre à l'humanité d'accéder à un niveau supérieur de civilisation, il faut des partis communistes, partis révolutionnaires qui, en s'appuyant sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, doivent mener les travailleurs à l'assaut victorieux contre le vieux monde. Ces partis doivent s'unir et agir ensemble, notamment pour combattre les tendances révisionnistes et opportunistes qui se sont développées dans les 60 dernières années dans le mouvement communiste international, allant jusqu'à remettre en cause son existence même ! Dans plusieurs pays, dont la France, les anciens partis ont tout liquidé, et il faut reconstruire pas seulement le parti, mais aussi la conscience de classe révolutionnaire !

Notre meeting a lieu dans un contexte de crise aiguë du capitalisme. Une crise, comme je l'ai dit, qui est chronique. Cela signifie qu'il peut y avoir des moments d'accalmie, des périodes de rémission, mais que le système capitaliste porte en lui les stigmates de sa mort, même s'il ne mourra pas de lui-même, sans révolution. Pourquoi ? Parce que le taux de profit s'est effondré en regard de la masse des capitaux accumulés et qui cherche à se valoriser. Pire encore, les politiques qui sont mises en œuvre pour détruire le capital excédentaire - les politiques d'austérité -, si elles réduisent à la misère par millions les travailleurs, si elles étendent le chômage comme jamais depuis les années 30 du siècle dernier, ne font qu'aggraver la crise du capitalisme. Aujourd'hui plus qu'hier, il faut que la conscience des masses soit imprégnée de cette idée qu'il n'y a donc pas de situation intermédiaire à la crise : ou on s'attaque au capitalisme, on met en place un État de la classe ouvrière soutenue par ses alliées, on socialise les moyens de productions et d'échange, et on sort de la crise, ou bien on cherche des solutions intermédiaires, qui « *iraient dans le bon sens* », qui constitueraient des étapes vers de nouvelles solutions intermédiaires, elles mêmes préludes à de nouvelles, etc. ; et dans cinquante ans, on aura une crise qui se sera aggravée, des travailleurs encore plus exploités, un capital monopoliste qui continuera d'enranger les profits obtenus de la surexploitation ! Bref les mêmes avec les mêmes ! Avec en prime, le développement des guerres, locales, régionales, mondiales, pour la répartition des marchés, pour détruire plus drastiquement le capital excédentaire, des régimes ultra réactionnaires, policiers et militaristes pour conserver l'ordre social, et dans les masses le découragement et le pessimisme !

La leçon des années passées, c'est que pour les communistes, dans leur élaboration stratégique et tactique, s'ils veulent jouer leur rôle, toutes les tâches et batailles politiques doivent être subordonnées à la question de la lutte pour la révolution socialiste, pour le pouvoir de la classe ouvrière. Tout déplacement de cette priorité, toute conception de la bataille qui, avec les meilleures intentions du monde, induit l'idée qu'il y aurait une étape nécessaire, incontournable, entre la situation de crise de l'impérialisme et la révolution socialiste, ne peut conduire qu'à l'opportunisme et à un

accompagnement réformiste de la crise du capitalisme, permettant ainsi à la bourgeoisie monopoliste de manœuvrer en fonction de ses intérêts immédiats. Cela ne signifie pas, comme veulent le faire croire les opportunistes à propos du KKE, que la Révolution serait un phénomène linéaire, sans à coup, sans recul et avancée, un grand soir magique comme le croyaient les anarchistes du début du XX<sup>e</sup> siècle, ni qu'il faille abandonner les luttes pour les revendications immédiates. Il y aura des moments historiques qui constitueront des étapes, **non du point de vue de nos objectifs politiques, mais du point de vue de la mise en œuvre de notre stratégie et de notre tactique** pour rassembler la classe ouvrière, et entraîner derrière elle les couches populaires laborieuses, pour la révolution socialiste. Ainsi, c'est la stratégie qui dicte la tactique, et non l'inverse. Avec comme fil conducteur, la question : « *Quelle leçon tirer de l'expérience pour aller de l'avant ?* » Dans le cas contraire, on a au mieux un projet stratégique à long terme, le socialisme, dont on est prêt la main sur le cœur à assurer que c'est l'avenir de l'humanité, tandis que dans les faits on accompagne le mouvement spontané des masses. On peut même donner à cet accompagnement une orientation transitoire (la fameuse étape « démocratique », de « gauche », ...), mais de fait on met la classe ouvrière à la remorque de l'idéologie bourgeoise (car la spontanéité n'est rien d'autre que l'idéologie bourgeoise). Et d'ailleurs, dans ce domaine, le « mieux » finit toujours par rejoindre le « pire », car finalement par souci d'efficacité et de l'inévitable « responsabilité », pour « aller dans le bon sens », pour préparer l'avenir, on s'accoquine avec le réformisme en s'alignant sur un « bon compromis ». En réalité, on abandonne la lutte pour le socialisme pour gérer les affaires pour la bourgeoisie. L'exemple de la France, du Brésil, est là pour témoigner qu'il en est bien ainsi. Et loin de rapprocher la révolution socialiste, on l'a repoussée aux calendes grecques, quand on ne l'a pas purement et simplement abandonnée ! C'est l'orientation du Parti de la Gauche Européenne et de ses composantes.

Ce qui vient d'être dit semble aller à l'encontre de ce que nous, le mouvement communiste international, avons pu dire et faire pendant toute une période, qui va du VII<sup>e</sup> congrès de l'IC aux années 1950. Mais c'est la situation qui a changé ! Nous ne sommes plus confrontés au fait que la tâche principale des communistes, dans le cadre de la révolution mondiale, était la défense de cet acquis majeur du prolétariat qu'était la jeune Union Soviétique que les impérialistes voulaient égorger ! Nous ne sommes plus confrontés au nazisme et au fascisme, qui avaient comme programme l'éradication pure et simple du mouvement ouvrier, révolutionnaire comme réformiste, pour pouvoir faire la guerre contre l'Union Soviétique et contre ses concurrents ! Nous ne sommes plus dans la situation de la colonisation par l'impérialisme allemand et italien du continent européen et de l'élimination physique ou de la réduction en esclavage des peuples occupés ! Pas plus que nous n'avons à affronter la contradiction de la situation de la Libération : d'un côté les communistes, auréolés par la victoire de l'URSS sous la direction de Staline et par leur rôle dans la Résistance, à la direction des masses populaires aspirant très fortement au socialisme contre les capitalistes qui avaient soutenu ou s'étaient compromis avec le fascisme ; de l'autre, les impérialismes US et britannique, les éléments impérialistes qui avaient joué la carte des Alliés (comme De Gaulle en France et la Démocratie Chrétienne sur le continent) veillant au grain pour que le mouvement révolutionnaire ne l'emporte pas ! Pour nous, il est clair qu'avec l'intervention impérialiste en Grèce, la résurgence des courants réformistes socio-démocrates au service de l'impérialisme, le recours à la corruption dans le mouvement syndical, la Guerre Froide... le Mouvement Communiste International aurait dû réfléchir à la nouvelle situation et aux implications stratégiques et tactiques qui en découlaient pour la bataille pour le socialisme et le communisme. Au lieu de cela, il y a eu le XX<sup>ème</sup> Congrès, la mise en œuvre d'une politique opportuniste débouchant sur le révisionnisme préparant le terrain à la contre-révolution ! Le dire, ce n'est pas faire du nihilisme historique : il est nécessaire de s'interroger sur ce qu'ont été nos propres faiblesses pour ne pas les répéter !

Le rebondissement de la crise générale du système, ses manifestations présentes, le fait que toutes les formes de régulation se sont épuisées, nous conduisent à nous poser ces questions justement parce que la seule alternative, c'est la révolution socialiste. Le capitalisme aujourd'hui ne concèdera rien, car il est dos au mur - la baisse du taux de profit et la décolonisation, sont passées par là ! La guerre est une solution pour gagner du temps, pas une alternative. Deux guerres mondiales ont eu lieu, et rien n'est réglé de ce point de vue. L'angoisse de l'impérialisme américain en 1945 - la crise va-elle ré-éclater ? – les a rattrapés au moment même où ils pensaient être définitivement victorieux ! Il ne faut pas sous-estimer le danger de guerre que cela fait courir, et les guerres locales ou régionales en témoignent, comme les menaces contre la RPDC et Cuba, mais aussi le Moyen-Orient, l'Afrique. En même temps, l'émergence de puissances impérialistes rivales dans le contexte de l'inégalité de développement, n'est pas sans faire soucis aux impérialismes anciens. La Russie de Poutine, la Chine, l'Inde, ne sont pas le Mali, la Libye ou la Syrie. Ce sont des rivaux puissamment armés et qui veulent défendre ou conquérir leur part de gâteau.

La bataille contre la guerre impérialiste reste donc bien partie intégrante de notre bataille révolutionnaire pour changer le monde ! Lutte immédiate contre les agressions impérialistes, dans lesquelles l'impérialisme français est particulièrement impliqué, que ce soit « sa version social-démocrate » ou « sa version partis bourgeois », mais lutte que nous devons inscrire dans la lutte pour le socialisme, car ce n'est qu'avec sa victoire qu'il n'y aura plus ce type d'agression. Lutte contre l'OTAN, pour le retrait de chaque pays, et sa dissolution, élément stratégique de notre politique, la raison d'être de celle-ci depuis l'origine étant la lutte contre le mouvement révolutionnaire : hier, c'était de préparer une agression contre le camp socialiste et empêcher des révolutions en Europe occidentale, et aujourd'hui

c'est la force de frappe des vieux impérialismes contre les peuples en même temps que le gendarme de l'Union Européenne contre d'éventuels événements révolutionnaires en Europe. Il est d'ailleurs significatif que, sauf pour trois d'entre eux, tous les pays qui sont entrés dans l'UE ont dû d'abord entrer dans l'OTAN s'ils ne l'étaient pas avant ! C'est d'ailleurs dans son programme ! La lutte contre l'OTAN, est donc fondamentalement un moment de la lutte de classe contre le Capital. Et il ne faut pas s'y tromper, même si c'est un moyen pour Washington d'assurer sa domination sur ses alliés, **la politique de l'OTAN, c'est une politique dans laquelle chaque bourgeoisie monopoliste est partie intégrante et dont elle partage les objectifs !**

Nous sommes confrontés aux développements des réalités du capitalisme à son stade impérialiste et à la nécessité de les intégrer à notre stratégie révolutionnaire. C'est le cas pour l'Union Européenne et l'Euro. Nous avons auparavant des États impérialistes qui passaient des alliances en signant des traités sur des points particuliers et partiels. Ici nous avons une organisation interétatique, très fortement intégrée (comme au plan militaire l'OTAN), avec une direction tellement « indépendante » qu'elle ne semble responsable devant personne, et qui, grande nouveauté, s'est donné une monnaie commune - enfin presque (10 États sur 27 ont conservé leur monnaie dont la Grande-Bretagne) ! Certains avancent l'idée qu'un nouvel impérialisme serait en train de naître, renvoyant les États-Nations au passé. Ils pensent que finalement ce serait historiquement progressiste, puisque cela rapprocherait les Nations, hâtant la marche vers leur fusion sous le communisme ! Nous pensons que cette analyse est erronée, de type néo kautskiste. En fait, elle nie les contradictions interimpérialistes, elle ne prend pas en compte l'inégalité de développement. Pour l'URCF, l'UE s'inscrit dans une des caractéristiques de l'impérialisme, celle des cartels monopolistes, avec laquelle d'ailleurs elle a commencé, comme la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Mais les cartels monopolistes n'étaient pas stables, ils se défaisaient au gré des situations, se recomposaient... Avec le marché commun en 1958 (et le projet était dans les bagages des États-Unis depuis 1945, plan Marshall compris), il s'agissait non seulement de les stabiliser, mais de passer à une étape supérieure, permanente. Cela s'inscrivait dans les besoins de régulation monopoliste, de maintien du taux de profit, de la nécessité d'arbitrage des rivalités impérialistes franco-allemandes, dans l'augmentation de la plus-value relative (ce qui explique pour une part la place tenue par la politique agricole, tandis que la petite et moyenne paysannerie étaient liquidées). Et, ne l'oublions pas, dans le cadre d'une mobilisation des pays signataires du Traité de Rome contre le socialisme existant et le mouvement ouvrier. Le temps passant, la structure s'est consolidée et élargie pour devenir l'UE au milieu des contradictions entre les impérialismes allemands et français, qui la cogèrent, l'un s'appuyant sur son industrie reconstruite en particulier grâce à l'impérialisme US, et l'autre sur sa domination militaire, grâce à l'arme atomique, son empire néocolonial et ses forces militaires sur le terrain, mais aussi sa maîtrise dans des secteurs de pointe et l'agriculture. Lorsque le fascisme a été renversé en Grèce, en Espagne, au Portugal, les bourgeoisies de ces pays, avec le soutien de celles déjà en place, se sont empressées d'y adhérer, non pas pour y conforter la soi-disant démocratie, mais pour empêcher toute possibilité de révolution sociale ! Là encore, la social-démocratie s'est distinguée dans son rôle de larbin servile de l'oligarchie financière. Mais pas seulement elle : la direction du PCI apporta son soutien à l'affaire, le PCE de Santiago Carillo faisant des pieds et des mains pour donner caution, tout comme les révisionnistes grecs, aujourd'hui rassemblés dans SYRISA. Quand au PCF, s'il s'opposait, sa réponse traduisait tout autant son évolution opportuniste et révisionniste: en effet toute son argumentation et sa campagne politique reposait sur le nationalisme, opposant les intérêts des travailleurs et des couches populaires de France avec ceux de ces trois pays, et se gardant bien de remettre en cause l'appartenance de la France à ce qui devenait l'UE. Comme quoi il ne s'agit pas seulement d'être « contre », mais d'avoir une vision stratégique communiste. Avec les anciens pays socialistes nous avons eu quelque chose de semblable. Pour les monopoles et l'oligarchie financière, c'étaient certes de nouveaux marchés à se réserver, mais c'était aussi un moyen d'empêcher tout risque d'un retour possible de la classe ouvrière au pouvoir (d'où l'adhésion conjointe à l'OTAN). Avec Maestricht, la structure de l'alliance s'est renforcée organisationnellement à un moment où le Capital était confronté au rebondissement de sa crise, qui l'a fait passer de la régulation de type keynésien à une régulation de type dit « néolibéral ». En fait, il s'agit de la remise en cause de l'ensemble des droits sociaux et politiques (y compris le droit de vote) de la classe ouvrière dans chaque pays, des femmes travailleuses, et de la reprise en main directe par le Capital monopoliste des secteurs de l'économie qui avaient été plus ou moins nationalisés, ou qui constituaient des services publics, et que le développement des forces productives rendait rentables - comme la téléphonie qui a été le banc d'essai dans ce domaine. Pour les monopoles, comme pour nous, l'union fait la force ! L'UE leur permet d'avancer masquer et de faire peser sur chaque peuple le poids de toute l'oligarchie financière du continent pour parvenir à leur fin : augmenter le temps de travail gratuit, réduire le coût de la force de travail, ratisser tout ce qui de près ou de loin peut se convertir en capital et valoriser celui-ci ! Et ce en passant au-dessus de toutes contraintes locales liées au rapport des forces. En prévision d'un retour de bâton, d'un renouveau de la lutte des classes, voire seulement pour empêcher des victoires partielles, est mis en place un appareil répressif et de contrôle social extraordinaire. Et cela dans un contexte où la défaite du socialisme réel, mais aussi les hésitations, la trahison d'une partie des dirigeants du mouvement ouvrier, a semé le doute, l'amertume, le pessimisme, le défaitisme, le fatalisme dans de larges secteurs de la classe ouvrière et des peuples. Des campagnes idéologiques de grande ampleur sont menées pour imposer une conception du monde

malthusienne, réactionnaire à tous les niveaux, pour lesquelles les Verts contribuent largement. L'anticommunisme est devenu l'idéologie officielle, le mensonge historique est érigé au rang de culte religieux ! Au nom de l'équation mensongère « communisme égale fascisme », on réhabilite les fascistes, et on cherche dans toutes les poubelles de quoi salir les communistes ; les campagnes contre Staline, Lénine, Engels et Marx sont emblématiques à cet égard. Tout est fait à partir de la caricature fascisante qui est donnée de la révolution d'octobre, de la construction du socialisme en URSS, pour discréditer toute idée de révolution, de progrès social, d'égalité sociale, de la possibilité pour chaque être humain que soient assurées les conditions de son bonheur. Dans ce domaine, c'est le retour au Moyen-Âge et au religieux !

Nous ne sommes donc pas avec l'UE dans une bataille de type libération nationale, mais dans la lutte des classes contre le Capital, l'UE est un des éléments de sa domination, renforçant l'État bourgeois traditionnel dans chaque pays en lui donnant des moyens nouveaux pour assurer la domination de l'oligarchie financière. Et chaque bourgeoisie, chaque gouvernement y trouve son compte, même s'il leur faut faire des compromis. Il n'y a pas de dominés et de dominants, il n'y a que des exploités ! D'ailleurs, ceux qui donnent le « la », ceux qui rédigent les recommandations qui comptent, qui rédigent même les directives européennes, qui se font rendre des comptes, et aujourd'hui qui convoquent ouvertement les chefs des gouvernements et d'État à la tête de l'UE, ce sont les membres de La Table Ronde des Industriels Européens, qui regroupe les représentants des cinquante monopoles les plus puissants de l'UE, aujourd'hui renforcés au travers de l'Euro, par les dirigeants de la Banque centrale européenne - l'Euro ayant eu cette vertu, entre autres, de faire revenir la gestion de la monnaie à la situation d'avant 1945 à la seule discrétion du capital financier, sans aucun contrôle politique, comme aux USA. L'enjeu n'est donc pas un retour à une prétendue indépendance nationale, pour pouvoir faire après la révolution socialiste ! L'enjeu, c'est de préparer les masses à l'affrontement de classe pour renverser le capitalisme, et donc de se débarrasser de l'UE, de mettre en place des mesures antimonopolistes, de briser l'État bourgeois pour mettre en place l'État prolétarien qui construira la société socialo-communiste. Et c'est dans ce cadre, oui, comme l'a dit la camarade Aleka Papparika à Beyrouth lors de la conférence des partis communistes, que nous faisons preuve de patriotisme. Par contre, répéter des mots d'ordre du passé, confondre les situations, développer l'idée qu'un impérialisme serait lésé au détriment d'un autre, en imaginant de surcroît que par essence, il aurait la vocation masochiste de sacrifier ses intérêts à l'étranger, s'engager dans des coalitions hétéroclites avec des forces se réclamant d'une des figures emblématiques de la réaction française, De Gaulle, c'est tourner le dos à la préparation des masses à la révolution, en ne les préparant qu'à des objectifs intermédiaires réintroduisant l'idée d'étape à la manière des menchéviques ! Et c'est aussi courir le risque de favoriser des redistributions de cartes toutes aussi bourgeoises. La crise est telle en effet que rien n'empêche de penser que le Cartel Interétatique ne puisse se défaire pour se reconstituer autrement. Certains y pensent dans l'UE, avec les impérialismes russes, chinois, avec l'Union Méditerranéenne... De même la bataille contre l'euro ne peut être dissociée de la bataille plus générale contre l'UE dans la perspective révolutionnaire. On ne peut donner à la classe ouvrière, aux forces populaires, l'illusion que le simple retour aux monnaies nationales dans le cadre du capitalisme va régler les problèmes ! On ne peut tout de même pas ignorer que la Grande-Bretagne connaît une politique anti populaire qui vaut largement celle des pays ayant l'euro avec la livre sterling, où que, même si la crise n'y atteint pas une telle intensité, le peuple suédois est lui aussi touché par la crise, indépendamment du fait qu'il ait gardé sa monnaie nationale.

C'est à la lumière de ces analyses que l'URCF a lancé une campagne politique en direction des entreprises pour poser les questions des nationalisations sans indemnisation, des entreprises monopolistes comme Peugeot SA, Arcelor Mittal etc. L'objectif est de faire prendre conscience du lien entre la question de la propriété des moyens de production, la crise du capitalisme, le rôle de l'UE et de l'État bourgeois et la nécessité, pour satisfaire les besoins des travailleurs, de la révolution socialiste. Le 20 avril, nous réunirons des militants d'un certain nombre d'entreprises avec en perspective la création d'un comité faisant converger la demande de nationalisation du Capital à d'autres secteurs, et montrant le rôle de l'UE de défense de propriété capitaliste. Nous pensons que dans ce cadre, il pourrait y avoir des perspectives d'actions communes de nos partis et organisation communistes.

Il est temps, il est grand temps que le mouvement communiste international relève la tête, qu'il se manifeste, qu'il ouvre la discussion sur les divergences quand elles existent, et en même temps qu'il tire les conclusions logiques du fait que le mouvement communiste doit être... communiste, et que par conséquent il ne peut que se renforcer sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien et de l'action commune !

Ce meeting organisé par le Parti communiste en Italie, après celui de Madrid, est une contribution à cette tâche. Il y aura des suites.

Oui, le communisme est la jeunesse du monde !

Vive le Parti Communiste d'Italie!

Vive le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien !

En avant pour le renouveau du Mouvement Communiste International, pour la révolution, la société socialiste-communiste !